



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

SYNTHÈSE ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°268 (23 OCTOBRE 2022)

PROTESTATIONS EN FRANCE ET GUERRE ENTRE ARMÉNIE ET  
AZERBAÏDJAN

# PÉNURIES, GRÈVES, MANIFESTATIONS : DE LA PROTESTATION À L'EXPLOSION ?

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

Le 11 octobre, face à la grève persistante dans les stations et dépôts de carburant qui provoquait depuis plus de dix jours pénuries et files d'attente, la Première ministre Elisabeth Borne a mis à exécution sa menace de « *réquisition* ». Un accord salarial avait été obtenu entre la direction du groupe Esso-ExxonMobil et les syndicats majoritaires, laissant présager un déblocage progressif, chez TotalEnergies, la direction a finalement ouvert les négociations le 13 octobre.

Le dimanche 16 octobre, orchestrée, par la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, la « *grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique* » a confirmé les tensions sociales qui agitent le pays. Réunissant quelque 140.000 personnes selon les organisateurs, 29.500 selon le cabinet indépendant Occurrence, le mouvement préfigure, aux yeux de son principal instigateur, Jean-Luc Mélenchon, « *la conjonction de la mobilisation populaire, de la mobilisation syndicale et de la crise institutionnelle* ». Le soir-même, la Première ministre, a exhorté les entreprises qui le peuvent à augmenter les salaires. Lundi, le chef de l'Etat, a convoqué une réunion à l'issue de laquelle, la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher a annoncé que les préfets seraient « *mobilisés un cran au-dessus pour accélérer l'acheminement* » des carburants vers les stations.

Après la mobilisation du 29 septembre, une autre journée interprofessionnelle a été lancée le 18 octobre par la CGT, avec FO, Solidaires, FSU ainsi que des mouvements de jeunesse. Premier syndicat de France, la CFDT n'a pas participé au mouvement, s'opposant ainsi aux grandes manifestations

interprofessionnelles, inefficace pour obtenir des augmentations salariales dans les entreprises, selon elle. Mardi, 107.000 manifestants ont défilé en France, dont 13.000 à Paris selon le ministère de l'Intérieur. La CGT revendiquait quant à elle 70.000 manifestants à Paris et 300.000 à l'échelle nationale. Les participants défilaient pour « *l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève* », selon les termes du communiqué publié la semaine dernière. Autre motif de mécontentement, qui a convaincu Force ouvrière de se joindre au mouvement : les réquisitions. Pour Martial Foucault, directeur du Cevipof, le Centre de recherches politiques de Sciences Po, « *la mobilisation décevante des manifestations syndicales de ces dernières semaines montre une certaine lassitude vis-à-vis de la capacité à changer le cours de l'action de l'exécutif par la rue* ».

Le recours à l'article 49.3, mercredi par la Première ministre pour faire passer le budget, n'apaisera pas le débat public. Ni la manifestation organisée jeudi par l'Institut pour la justice, un *think tank* proche d'Éric Zemmour, pour rendre hommage à la petite Lola, tuée le 14 octobre à Paris.

### **Nicole Gnesotto :**

Ces grèves et manifestations sont le symptôme d'une colère sociale en France, mais on a vu, notamment après la journée du 16 octobre, que cette colère ne se transformait pas en révolte. Certains s'en étonnent, pour ma part, je pense qu'il y a plusieurs raisons à cela.

D'abord, nous sommes dans un Etat qui redistribue déjà beaucoup, et particulièrement depuis la crise de la Covid. Qu'il s'agisse des entreprises ou des particuliers, l'Etat aurait donné selon Bercy 140 milliards d'Euros depuis 2020, soit 7% du PIB. Rappelons le grand paradoxe national : la France est le pays où l'on paye le plus d'impôts, où il y a le plus de redistribution sociale, et où il y a le plus de mécontentements. Depuis la crise ukrainienne, avec l'inflation et la crise de l'énergie, ces politiques redistributrices sont toujours là : le point d'indice du salaire des fonctionnaires a progressé de 3,5%, les enseignants en début de carrière ont eu une augmentation, ainsi que les infirmières. Même les entreprises privées ont été sollicitées par le gouvernement pour augmenter les salaires, et certaines l'ont fait de façon non négligeable : +6% à la SNCF, +6% chez Bouygues, +3,5% chez Total, etc. Par conséquent, malgré la grogne, les gens sont conscients que l'Etat aide, particulièrement les petits entrepreneurs ou les artisans.

Deuxième raison pour laquelle la colère ne prend pas : ceux qui devraient la porter, à savoir les syndicats et les partis d'opposition, sont extrêmement désunis. Certes, cela n'a rien de nouveau, mais c'est de plus en plus flagrant. Les syndicats sont très mobilisés mais sont plus désunis que jamais, la CGT est notamment dans une position extrémiste dont je doute qu'elle porte beaucoup de fruits. Quant aux partis politiques de gauche, ils sont unis en apparence au Parlement, mais « à côté de la plaque » d'un point de vue social. Quant au phénomène Gilets Jaunes, il échappe à ces courroies de transmission

traditionnelles.

La troisième raison est sociologique, voire philosophique : nos sociétés sont de plus en plus individualistes. Le sentiment de la lutte collective est bien moins prégnant qu'il y a quelques décennies, dans les sociétés ouvrières traditionnelles. Si la fameuse « convergence des luttes » n'est pas là, on constate en revanche une coïncidence des crises. Et cela c'est nouveau dans l'Histoire de nos démocraties : nos gouvernements doivent gérer à la fois des crises géopolitiques, sanitaires, écologiques, sociales, etc. Cette accumulation de problèmes crée une atmosphère de défaitisme, mais elle est peut-être aussi en train de créer une poudre, dans laquelle une étincelle pourrait conduire à une révolution globale. Enfin, quelques sondages européens sont inquiétants. On s'aperçoit que le pourcentage des gens qui pensent que la guerre en Ukraine n'affectera ni leur vie, ni leur prospérité diminue. Aujourd'hui, plus de 80% des gens (84% en France, 86% en Allemagne, 90% en Italie) pensent que les gouvernements s'occupent trop de l'Ukraine et pas assez de leurs problèmes sociaux.

### **Akram Belkaïd :**

Il est indéniable que la situation sociale est préoccupante, mais le nombre de manifestants inférieur aux espérances des organisateurs de la marche peut aussi être analysé différemment. En ces temps de pénuries de carburant, une journée de mobilisation comme celle-ci n'est pas évidente.

Aujourd'hui, même dans les milieux traditionnellement habitués à se mobiliser et à manifester, on y va moins facilement. Parce qu'au cours des dernières années, les manifestations ont été violentes, les techniques de passage mises en place par les forces de l'ordre rebutent de nombreuses personnes. La manifestation est aujourd'hui vue comme un risque pour eux ou leurs enfants. C'est un autre facteur non négligeable, et inquiétant en démocratie.

La coïncidence des crises est effectivement inquiétante, particulièrement dans cette conjoncture d'inflation. Les Etats adoptent des politiques qui ne se

préoccupent absolument pas de ce que font leurs voisins. Ainsi les Etats-Unis ont une stratégie qui ne concerne qu'eux-mêmes, avec une hausse progressive des taux de la part de la réserve fédérale qui va avoir des conséquences terribles sur les marchés des pays émergents.

Personnellement, je m'inquiète de l'absence de débat réel sur la question des salaires. Chacun se contente de jouer sa partition. Il y a eu quelques augmentations, mais on sait que leur courbe est assez étale, c'est l'un des effets de la mondialisation et des délocalisations. Aujourd'hui, la revendication n°1 dans les entreprises et les administrations, c'est l'amélioration du pouvoir d'achat. Or on ne la voit pas venir. C'est pourquoi les mobilisations sont sans doute loin d'être terminées.

**Béatrice Giblin :**

Je pense moi aussi que c'est la question du pouvoir d'achat qui est centrale. Avec un salaire médian qui n'est même pas à 1800 Euros, une inflation qui monte et qui touche les produits alimentaires et l'énergie, la question de la fin de mois se pose de façon très aiguë. La mobilisation n'a pas été énorme mais la manifestation a été annoncée à peine une semaine à l'avance. Et dans le contexte de pénurie de carburant, y aller n'avait rien d'évident.

Dans les prochaines semaines, les tensions sociales vont continuer de croître. Cela ne signifie pas qu'on aura un nouvel avatar des Gilets Jaunes, car l'Histoire ne se répète pas à l'identique. Sans compter que le gouvernement est désormais à l'affût, et ne compte pas se laisser surprendre une seconde fois.

La division syndicale est également un facteur important. Pour la CFDT, compte tenu de l'importance du pouvoir d'achat, tout ce qui est gagné est bon à prendre. La CGT est quant à elle dans une logique politique, elle s'est toujours voulue plus révolutionnaire. Les enjeux de rivalité entre les deux organisations sont importants, il s'agit de savoir qui prendra le dessus lors des négociations qui s'annoncent. Le mandat de Philippe Martinez se termine en mars 2023 ; à sa

succession, il soutient une femme, Marie Buisson, issue de la Fédération de l'éducation. Face à eux, le bloc de la Fédération Nationale des Industries Chimiques, qui ne veut pas de cette candidate. Ces tensions internes n'expliquent sans doute pas tout, mais elles sont à prendre en compte.

### **Michel Eltchaninoff :**

Pourquoi cette série de manifestations ne s'est-elle pas transformée en explosion sociale ? Tout au long de la semaine, nous avons assisté à une montée des antagonismes (les grèves dans les raffineries, qui n'avaient pas été anticipées, et la réaction du gouvernement, les réquisitions, l'utilisation de l'article 49.3). Jean-Luc Mélenchon réclame un nouveau Front Populaire, et Sandrine Rousseau souhaite une grève générale.

La grève générale est un fantasme, c'est aussi l'un des mythes fondateurs de la gauche, mis en avant dès le début du XXème siècle par Georges Sorel, théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Celui-ci expliquait que puisque les religions avaient désormais moins d'influence sur les consciences, il y avait désormais de la place pour un mythe, une sorte d'intuition qui permette d'agir. L'utopie est une construction intellectuelle lointaine, alors qu'un mythe fait appel à des images et donne envie d'agir. Sorel pensait que pour avancer dans ses revendications, le peuple de gauche a besoin d'activer ce mythe. C'est à mon avis ce qui explique aussi en partie le succès de Mélenchon : il réactive des mythes : la Révolution française, le Front populaire, les succès de la gauche latino-américaine, ou la grève générale.

Mais cette semaine, le mythe ne s'est pas incarné, les manifestations n'ont pas été de grand succès, bref le grand soir n'a pas eu lieu. C'est sans doute parce que ce qui arrive aux Français est sans doute plus complexe qu'un élan de colère contre la vie chère. Il y a une espèce de cercle vicieux de causalité, qui angoisse mais ne pousse pas à l'action. A cause de la guerre en Ukraine, on se prépare à se passer des hydrocarbures russes. L'énergie coûte de plus en plus cher. On a

donc trois angoisses : celle de voir s'envoler les prix de l'énergie, celle de subir des pénuries d'électricité, et puis celle de perdre en pouvoir d'achat. Tout cela provoque plus d'inquiétude que d'action. C'est davantage du mécontentement que de la colère, ce qui n'est pas la même chose. Un sondage récent fait ainsi état de 58% de gens « mécontents mais pas en colère ». Puis sont venues les grèves, qui ont touché précisément les points où l'inquiétude est la plus grande : les raffineries et les centrales nucléaires. Donc ces grèves qui répondent au souci du pouvoir d'achat redoublent l'angoisse des pénuries et de la désorganisation de l'économie. Une angoisse auto-réalisatrice, en somme, un enchaînement des inquiétudes dans un contexte de coïncidence des crises.

L'une des victimes collatérales de cette inquiétude pourrait bien être le soutien à l'Ukraine. 40% des Français considèrent qu'aider l'Ukraine de manière inconditionnelle est une priorité. Mais 59% pensent qu'il ne faut soutenir l'Ukraine que si notre quotidien n'est pas impacté.

**Philippe Meyer :**

Pendant les années où l'action sociale était une action collective, les avancées étaient pour tout le monde. Pour toutes les raisons que vous avez énumérées, le déclin de cette action collective a poussé au développement de la récupération individuelle. J'en donnerai deux exemples, dans le domaine de la médecine. D'abord, une communauté de communes rurales, dont le médecin va partir à la retraite et lance un appel pour trouver un successeur. Il assiste alors à une surenchère sur les conditions matérielles. Ensuite, dans une clinique, un opéré en salle de réveil a la surprise d'entendre du hard-rock à plein volume. Il demande à l'infirmier-anesthésiste de couper la musique, et celui-ci répond « pas question ». Plus tard, il apprend que la pénurie d'infirmiers-anesthésistes est telle qu'ils font la loi ...



**Nicole Gnesotto :**

Nos sociétés de l'hyper-individualisme sont un risque majeur, non seulement pour les mouvements sociaux, mais pour notre démocratie, dont les fondamentaux sont attaqués quand il n'y a plus de sentiment de l'intérêt général. Par ailleurs, il faut préciser que ce n'est pas seulement le pouvoir d'achat insuffisant qui crée le mécontentement, c'est la disproportion entre le faible pouvoir d'achat d'une majorité et les énormes profits d'une petite minorité. C'est de cette comparaison que peut jaillir l'étincelle. Total augmente les salaires de 3,5%, mais dans le même temps l'entreprise engrange 5 milliards d'euros de bénéfices en trois mois. C'est ce décalage qui est insupportable pour beaucoup de gens. C'est à cela que nos dirigeants doivent être vigilants : la réduction des inégalités.

Je crois que le gouvernement a fait une erreur majeure, qui n'a pas encore produit tous ses effets (un peu comme la suppression des 5 euros de l'APL au début du premier mandat du président) : la suppression de la taxe sur les super-profits dans le budget 2023. Alors que pour une fois, elle avait été votée majoritairement. C'est à mon avis l'étincelle qui pourrait enflammer la situation sociale en France.

**Akram Belkaïd :**

Quand vous proposez à une société un modèle dans lequel, pour citer Mme Thatcher « *il n'y a pas d'autre solution* », où tout est orienté sur la coupe et la réorganisation, vous aboutissez nécessairement à des comportements individualistes, à une détérioration de ce qui faisait la force de la France vu de l'étranger : ses services publics. Aujourd'hui, à bien des égards, on se dit qu'on est dans un pays en voie de développement : on voit des infrastructures en déliquescence : dans certaines gares, dans les hôpitaux ... On a traversé la crise sanitaire vaille que vaille, mais la situation est toujours aussi grave. Ceux qui la subissent le plus durement, les ménages les plus modestes, ont ce sentiment

d'impuissance, d'incapacité à rejoindre un mouvement de contestation, parce qu'une journée de salaire en moins, c'est trop. On est dans ce cadre de déliquescence d'un modèle public qui a longtemps assuré la cohésion de la société française.

**Philippe Meyer :**

A propos de la qualité et du contrôle de la dépense publique, je vous recommande un article paru dans *Le Monde* du 15 octobre, intitulé « les TER, trains fantômes des Hauts-de-France ». On verra à quel point de déclassement est arrivée la SNCF, qui fut un élément, non seulement de la fierté mais aussi de l'identité nationale.

**Béatrice Giblin :**

A propos de la SNCF, une société que les ingénieurs dirigeaient, il faut se rappeler la façon dont le TGV a été imposé, pour concurrencer l'avion et Air Inter. Pour financer ce TGV qui était très cher, on a abandonné toutes les petites lignes. Au moment où l'automobile montait en puissance, on se disait qu'elles étaient superflues. Avec les problèmes climatiques, on voit qu'elles sont nécessaires, mais elles coûtent les 100 milliards que réclame Jean-Pierre Farandou pour relancer l'entreprise ...

**Michel Eltchaninoff :**

Ce nouvel individualisme contemporain provoque aussi par ailleurs un gigantesque désir de collectif. Dans le mouvement des Gilets jaunes, il y avait ce plaisir d'être ensemble. L'engagement associatif, important dans notre pays, témoigne de ce désir d'inventer de nouvelles formes de collectif, en dehors des institutions.

# AZERBAÏDJAN-ARMÉNIE : UNE GUERRE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

## Introduction

---

**Philippe Meyer :**

Le conflit endémique qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan depuis le démantèlement du bloc soviétique a connu une nouvelle flambée en septembre. Durant plus de deux jours, une quinzaine de villes et de sites, civils ou militaires, arméniens ont été bombardés ou pris d'assaut par les forces azéries le long de 250 kilomètres de frontières, faisant près de 300 victimes du côté arménien. Un fragile cessez-le-feu a été signé mi-septembre. Les deux pays se rejettent la responsabilité de ces affrontements, qui ont poussé des centaines de civils arméniens vivant dans la zone frontalière à fuir.

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les Arméniens séparatistes du Nagorny Karabakh avaient unilatéralement proclamé leur indépendance. Le conflit qui a suivi avait fait 30.000 morts. En 2020, Bakou avait tenté de récupérer cette région dans une offensive qui s'était soldée par un accord de cessez-le-feu. Il actait notamment la restitution de trois quarts du territoire du Nagorny Karabakh à l'Azerbaïdjan, mais aussi « *la restauration des liaisons économiques et de transport* » entre l'Azerbaïdjan et sa région enclavée du Nakhitchevan, située entre la Turquie et l'Arménie. Ce point supposait la création d'un corridor (contrôlé par les forces de paix russes) en plein territoire souverain arménien. L'Arménie a refusé cette perte de souveraineté.

Dénonçant une « *agression* » et espérant une réaction de la communauté internationale, le Premier ministre arménien a demandé « *l'aide de la Russie, de l'Organisation du traité de sécurité collective [OTSC une organisation politico-militaire créée en 2002 par la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan] et du Conseil de sécurité des Nations-Unies* ». Une délégation de l'OTSC est arrivée le 15 octobre à Erevan pour examiner la

situation. Alors que Moscou est de plus en plus isolé sur la scène internationale, les États-Unis et l'Union européenne ont pris un rôle majeur de médiateurs dans le processus de normalisation entre Bakou et Erevan. La France, coprésidente du groupe de Minsk chargé d'une résolution pacifique des différends entre les deux pays avec les États-Unis et la Russie, a saisi le Conseil de sécurité de l'ONU. L'Union européenne va envoyer une « *mission civile* » en Arménie le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan pour « *établir la confiance* » entre les deux pays et contribuer à la délimitation des frontières.

A trois exceptions près (la France, l'Inde ainsi que les États-Unis), les commentaires officiels, y compris européens, s'en tiennent à respecter une stricte symétrie entre les parties au conflit. Le 18 juillet dernier, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a signé un accord prévoyant un doublement des importations de gaz azerbaïdjanais dans l'Union européenne.

## Kontildondit

---

### **Michel Eltchaninoff :**

Que la résurgence de ce conflit apparaisse pendant la guerre en Ukraine pose évidemment la question d'un lien éventuel entre les deux. On peut aussi se demander si cette dernière a des effets sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En première analyse, je dirais non, parce qu'il s'agit d'un différent très ancien, il date en réalité de 1988, avant même l'effondrement de l'URSS : quand la population (à 98% arménienne) de l'enclave azerbaïdjanaise du Nagorny-Karabakh a demandé le rattachement à l'Arménie, puis proclamé son indépendance. Cette indépendance n'a pas été reconnue au plan international, sauf par quelques autres territoires séparatistes, comme l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud ou la Transnistrie.

Il s'agit donc d'un affrontement entre deux principes : d'un côté, le droit à l'auto-détermination des peuples, de l'autre l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Le premier conflit, entre 1988 et 1994 a fait 400 000 réfugiés arméniens, et 800 000 réfugiés azerbaïdjanais, car l'Arménie a conquis non seulement le Nagorny-Karabakh, mais aussi sept autres districts. Cela explique pourquoi Bakou s'est réarmé après cette défaite de 1994, estimant parfaitement légitime de reprendre ces territoires.

Je pense donc qu'il n'y a pas de lien direct entre la guerre en Ukraine et ce conflit. Pour autant, depuis février dernier, on regarde ce conflit un peu autrement. D'anciennes républiques soviétiques, jusqu'alors considérées comme proches par Moscou, ont tout simplement suivi leur chemin propre. C'est évidemment le cas de l'Ukraine depuis la révolution du Maïdan, du Kazakhstan aujourd'hui, ou du Tadjikistan et du Kirghizistan désormais en conflit, il est désormais clair que ces républiques ne sont plus aux ordres du grand frère. Depuis février 2022, on a également l'impression d'une accélération, comme si un processus de désagrégation de l'empire était à l'œuvre. Le 13 septembre

dernier, Moscou, qui avait voulu imposer un cessez-le-feu entre Azerbaïdjanais et Arméniens, et n'y est pas parvenu. C'est la preuve d'un affaiblissement manifeste. La position d'arbitre de Moscou est contestée depuis longtemps, notamment par les Américains et les Européens. Le groupe de Minsk avait déjà contribué à résoudre le premier conflit du Haut-Karabakh.

Enfin, un tabou a sauté. En tentant de « résoudre » le problème ukrainien par les armes, Moscou a décomplexé Bakou, puisque l'attaque de mi-septembre ne visait pas le Haut-Karabakh, mais directement le territoire arménien. S'agit-il d'une pression du président azerbaïdjanais pour avancer dans des négociations avec l'Arménie visant à récupérer le Haut-Karabakh ? S'agit-il des prémices d'une invasion future du sud de l'Arménie ? On ne le sait pas, mais il est évident que depuis février dernier, un tabou a sauté, et on peut malheureusement s'attendre à ce que les différends entre ex-républiques soviétiques se règlent dorénavant par les armes.

### **Béatrice Giblin :**

La situation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan me rappelle le titre de cet ouvrage d'Yves Lacoste : Géopolitique : la longue Histoire d'aujourd'hui (éd. Larousse, 2012). La complexité du conflit est liée à l'entremêlement de territoires. Car en miroir des Arméniens sur le territoire azerbaïdjanais du Nagorny-Karabakh, il y a aussi les Azéris de l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, en plein territoire arménien. Tout cela est un héritage de Staline, qui a décidé de cet entremêlement pour affaiblir afin de mieux manipuler. Et cette situation n'a pas été réglée.

Si elle est aussi douloureuse aujourd'hui, c'est également parce que l'Arménie est si réduite par rapport à la superficie qu'elle avait du temps de la Grande Arménie ( *Ndlr : dont le territoire incluait des régions aujourd'hui situées en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie*). L'Arménie d'aujourd'hui compte environ 3 millions d'habitants pour 30 000 km carrés, l'essentiel de la population

arménienne vit ailleurs, notamment en Russie, aux USA et en Europe.

Du côté de l'Azerbaïdjan, il faut rappeler que la population se sent méprisée par les Arméniens. En 1988, il y avait eu des affrontements avec une révolte d'Azéris contre des Arméniens à Bakou. La Conquête du Haut-Karabakh par l'Arménie me fait penser au Kosovo. On dit : « c'est peuplé essentiellement d'Arméniens, donc cela revient légitimement à l'Arménie ». Mais ce n'est pas si simple. Dans les représentations des deux pays, le Haut-Karabakh, qui est une zone montagneuse sans enjeu économique majeur, est culturellement « le berceau ». Rappelons qu'en géopolitique, dès qu'une région est appelée « berceau », cela sent les problèmes à plein nez ... Je crois que les Arméniens se sont grisés des conquêtes territoriales, notamment les sept districts dont parlait Michel.

L'Azerbaïdjan ne pouvait pas accepter cela.

C'est une impasse, on ne règlera pas ce problème, à moins de déplacements massifs de population, toujours catastrophiques. Enfin, n'oublions pas que la famille Aliyev, à la tête de l'Azerbaïdjan depuis presque trente ans, est originaire du Nakhitchevan. Elle ne lâchera pas ce territoire.

### **Akram Belkaïd :**

Il faut essayer de comprendre les logiques des différents acteurs régionaux et internationaux pour décrypter ce conflit. La Turquie joue son jeu, elle soutient activement l'Azerbaïdjan depuis longtemps. On sait que l'une des visions stratégiques d'Erdogan est de créer une espèce de zone turcophone sur laquelle il pourrait s'appuyer pour contrebalancer le refus qu'a essuyé son pays d'intégrer l'UE. La Russie est enlisée dans le conflit ukrainien. Pour l'Azerbaïdjan, c'est l'occasion rêvée, on a moins peur de Poutine, et on « ose ». Cela me fait penser à l'Arabie Saoudite qui ose dire non aux Etats-Unis en signant un accord pétrolier avec la Russie.

A côté de ces réalités des acteurs géopolitiques, il y a la réalité énergétique. Là, le conflit ukrainien joue aussi à plein : l'Azerbaïdjan est courtisé. La guerre en

Ukraine est une aubaine pour tous les régimes autocratiques riches en ressources naturelles. Ils étaient auparavant mis à l'écart par la communauté internationale, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Dans cette crise, l'Azerbaïdjan peut compter sur un certain laxisme des Européens. Mais il y a un autre soutien de poids, qu'on oublie de mentionner car l'alliance paraît contre-intuitive : Israël. Sur le plan militaire et technologique et pour le renseignement, l'Etat hébreu soutient l'Azerbaïdjan. Je comprends les cris de désespoir de la diaspora arménienne, on a vraiment l'impression que pour l'Europe, il serait bon que les Arméniens se résignent car l'urgence, c'est le manque d'hydrocarbures ...

### **Nicole Gnesotto :**

Trois conflits se superposent. Il y a le conflit traditionnel post-soviétique entre Azerbaïdjanais et Arméniens. Il y a la guerre impérialiste et nationaliste turque, qui est un élément fondamental. Erdogan ne cache pas ses ambitions de contrôle territorial étendu, non seulement en Syrie et en Irak, mais aussi à l'Est. Et puis il y a la guerre idéologique entre démocraties et régimes autoritaires, qui est un phénomène nouveau.

Cette superposition crée deux nouveautés. D'abord, l'intervention des Occidentaux. C'est la première fois que les Européens et les Américains s'impliquent directement dans ce conflit. Nancy Pelosi est allée en Arménie en septembre, les Européens, pourtant peu enclins aux interventions extérieures, ont tout de même envoyé cette mission d'observation à la frontière entre les deux pays. Les Occidentaux sont désormais partie prenante d'une éventuelle solution à ce conflit. La deuxième nouveauté, c'est que ce n'est plus seulement le devenir du Haut-Karabakh qui est en jeu, mais bien la survie de l'Arménie elle-même, puisque l'Azerbaïdjan a frappé en plein territoire arménien, elle ne se contente plus de cibler ses opérations dans le seul Haut-Karabakh.

Ces deux nouveautés marquent un tournant dans cette guerre. Pour les Occidentaux, cela s'annonce très difficile, car notre « allié » arménien est allié à



Moscou, l'agresseur de l'Ukraine. Inversement, notre « adversaire » azerbaïdjanais est notre fournisseur de gaz. Enfin, pour s'assurer que l'Iran voisin, irrité de voir la Turquie étendre sa puissance, ne soit pas tenté d'intervenir, et contre les avancées de la Chine, on a tout de même bien envie que ce soit les Russes qui ramènent un peu de stabilité dans la région. On a donc *de facto* une espèce de connivence avec la Russie.

Toute cette complexité fait que drame arménien vire à la tragédie. Car même si les Occidentaux s'impliquent directement, il y a tellement de contradictions à court et à moyen terme que les Arméniens se retrouvent bien seuls.

**Michel Eltchaninoff :**

Peut-on reprocher aux Européens de ne pas faire assez pour défendre les Arméniens ? Je serai plus nuancé sur cette question, car cet envoi d'observateurs le 6 octobre était préparé depuis longtemps. Il faut se rappeler que les deux dirigeants, Nikol Pachinian (Premier ministre arménien) et Ilham Aliyev (président azerbaïdjanais) s'étaient déjà rencontrés plusieurs fois. En fait, l'engagement européen n'est pas si neuf, l'Europe ne s'est pas « réveillée » en octobre. Le processus de médiation existe depuis plusieurs mois, et l'Europe est actrice du conflit depuis longtemps.

Par ailleurs, le problème des accords de cessez-le-feu de novembre 2020 est que rien n'est décidé sur le statut du Haut-Karabakh. Il y a également le point problématique de cette route « corridor » menant d'Azerbaïdjan dans la région enclavée du Nakhitchevan, qui est l'un des prétextes à l'attaque azerbaïdjanaise. Depuis plusieurs mois, Nikol Pachinian suggère que peut-être l'Arménie sera contrainte de rendre le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan. Cela a provoqué d'immenses manifestations, cela lui coûtera peut-être sa place, bref le Premier ministre est dans une situation politique à peu près intenable.

**Béatrice Giblin :**

Comme quoi essayer d'être lucide pour éviter des drames peut vous faire passer pour un traître ... Ce serait peut-être pourtant le seul moyen d'éviter un bain de sang.

Nous n'avons pas dit un mot du discours des religions. L'idée d'un royaume arménien (chrétien) au cœur d'un bastion musulman pose pourtant problème. Ce n'est certainement pas l'argument premier dans ce conflit, mais il est évident que pour les Azerbaïdjanais, il s'agit de faire « table rase » des églises, des cimetières, etc. Les pertes ne se compteront pas seulement en être humains, mais aussi en siècles d'Histoire.

**Nicole Gnesotto :**

Quand bien même la question du Haut-Karabakh serait résolue, celle de l'Arménie ne le serait pas.

Sur l'ambivalence de l'Europe, il y a d'un côté le Conseil (c'est à dire les Etats), Charles Michel et les négociations, mais il y a aussi la Commission. Ursula von der Leyen s'est rendue en grande pompe à Bakou cet été, remerciant l'Azerbaïdjan d'être un partenaire sûr et fiable. Ils auraient mieux fait de s'entendre plutôt que de donner l'image de deux institutions en contradiction.

**Akram Belkaïd :**

En parcourant la revue de presse qui nous sert à préparer l'émission, quelque chose m'a sauté aux yeux. Aujourd'hui les Etats ne craignent plus de se faire la guerre. C'est un changement fondamental de ce début de siècle. nous avons été habitués à des révoltes, des guerres civiles, des partitions, etc. Mais il y avait une sorte de paradigme de « paix post-seconde guerre mondiale ». Peut-être entrons-nous dans une ère où les Etats ne comptent pas sur la seule diplomatie pour arriver à leurs fins.